

Légation de Suisse

en

France

Pens et conf.

I.B.

10,45

Paris, le 8 août 1945.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

I.B.(6/45)

J'ai pu, dans ma lettre du 2 juillet 1945 vous donner mes premières impressions générales, recueillies au hasard des rencontres et des conversations. Aujourd'hui, je voudrais tenter, après deux mois d'expérience, de faire un exposé plus systématique.

Introduction :

On ne peut dire vers quel avenir se dirige la France, car ce pays n'a actuellement aucune politique définie, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Rien de vraiment constructif n'a encore été fait en France. Aucune décision engageant l'avenir du pays n'a encore été prise. Le désordre des esprits y est toujours très grand. Ce qui est pire, le désordre moral, aggravé pendant l'occupation, s'accroît. Tout contribue à l'entretenir : hausse croissante du prix de la vie, marché noir, manque de confiance dans le Gouvernement, incertitude de l'avenir et absence de volonté à travailler. La France devient un pays de chômeurs et de demi-résignés. La France continue de descendre la pente : elle s'affaiblit petit à petit et ni la libération il y a un an, ni la fin de la guerre il y a deux mois ne lui ont permis de rejeter sa fatigue, de retrouver une foi, de sortir du processus de lente désagrégation qui l'avait gravement minée pendant les années qui ont précédé la guerre déjà.

Les divisions entre Français, si profondes

Monsieur Max Petitpierre,
Conseiller Fédéral,
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .

CJB/NS.

Dodis



il y a un an, ne se sont pas apaisées, tout au contraire. Les délations et les vengeances sont monnaie courante.

I. Politique intérieure.

Le Général de Gaulle a lui-même qualifié son Gouvernement de "provisoire". C'est un provisoire vieux de près d'un an et il dure depuis trop longtemps. C'est parce qu'elle est provisoire que personne n'attache d'importance à l'Assemblée Consultative. C'est parce que son Gouvernement est provisoire que "le Général" n'en a pas modifié la composition. Or, le provisoire tue. L'autorité des ministres est presque inexistante. Très au-dessus d'eux, il reste un vivant : "le Général". Mais pour lui également, le temps a commencé son lent travail d'injure. De Gaulle est encore assez solide pour tenir sa place et pour continuer à paralyser dans le pays toute activité politique ouvertement contraire à la ligne de conduite qu'il a adoptée. Mais d'ores et déjà, Charles de Gaulle est devenu un symbole et presque un poids mort. Aujourd'hui, il appartient déjà plus au passé qu'à l'avenir. "Il va quitter la scène, même s'il s'y cramponnait" a dit de lui Monsieur Bogomolov.

Incapable de résoudre l'immense problème de la paix qui demande des connaissances, de l'abnégation, de la liberté intérieure, de l'imagination et un sens de l'humain qu'il n'a pas, incapable de faire maintenant ce qui aurait été si facile au moment de la libération : l'union de tous les Français de bonne volonté, le Chef provisoire d'aujourd'hui ne pourra pas être demain la clef de voûte de la nation relevée et sauvée. Une des raisons sourdes du malaise français qui s'accroît de semaine en semaine, c'est la crainte que l'obstination du Général^{me} le pousse à s'efforcer de se maintenir coûte que coûte au poste suprême du Gouvernement, la force aussi de ses ressentiments et la rigidité de ses vues.

Aucune des libertés démocratiques n'a encore été rendue aux Français. Les prisons sont pleines d'opposants au régime que l'on n'interroge pas, mais que l'on

ne relâche pas non plus. La censure a été soi-disant supprimée, mais la presse et la radio sont tout entières propriété de "la résistance". Le Français moyen n'a aucune possibilité d'exprimer son opinion. On ne fournit de papier que pour les publications qui ne heurtent pas les thèses du Gouvernement. Un des curieux paradoxes de la politique française, c'est de la voir, au nom de la démocratie, attaquer le régime de Franco. En vérité, ces deux régimes se ressemblent étrangement.

Partis politiques.

Sorti tout armé de la clandestinité, le jour de la libération, le parti communiste était adulte, alors que les autres partis politiques commençaient à peine à renaître. Il a gardé son avance ; il est le seul parti dynamique et puissamment organisé. Fidèle aux consignes de l'est, qui lui ordonnent de ne pas trop affaiblir le Gouvernement et de ne pas forcer trop rapidement une conquête brutale du pouvoir, il en poursuit avec obstination la conquête légale, en essayant d'attirer à lui le plus grand nombre possible de voix ouvrières et en calmant la bourgeoisie craintive par ses appels à l'union et au patriotisme. Les injures dont les communistes entourent le procès Pétain montrent à quel point ils entendent développer l'épuration pour écarter les bourgeois des postes de commande qu'ils ont pu encore conserver. L'épuration est une excellente méthode pour détruire les adversaires du communisme. Les perturbations qu'elle provoque dans la vie économique de la France entrent dans le plan de conquête des communistes qui ne cachent même pas que leur jeu est de laisser les choses se désorganiser jusqu'au moment où, dans le désordre de tout et de tous, leur ordre apparaîtra comme la seule force active. Ceci dit, il ne semble pas que ce parti gagne en ce moment beaucoup de nouveaux adeptes. Mais il se fortifie dans ses positions. Il travaille en profondeur. Il s'organise dans les postes que ses succès aux élections municipales d'il y a deux mois lui ont permis de conquérir.

Le parti socialiste, avec toute sa grande tradition occidentale, est sur la défensive. Il essaie de conserver ses troupes travaillées par la propagande communiste en faveur de l'unité ouvrière. Ses chefs sont encore hostiles à cette union, car union voudrait dire absorption par les communistes. La totalité de la classe ouvrière serait alors dans l'obédience de Moscou. Il est d'une importance capitale pour la France et pour les nations d'occident que le parti socialiste ait la force de maintenir son indépendance. L'on dit le chef du parti, Léon Blum, rentré de captivité, mûri, libéré de sa tendance à l'hédonisme, beaucoup plus grave. Il a parlé avec les communistes, il leur a posé la question : "en cas de fusion, leur a-t-il dit, où serait notre liberté en matière de politique extérieure ?" Blum essaie par tous les moyens de s'associer les éléments de maîtrise dans la nation, professeurs, spécialistes de toute sorte, intellectuels exerçant des fonctions sociales. D'ailleurs, depuis quelques semaines, le ton de l'organe communiste, "L'Humanité", n'est plus un ton de parti gouvernemental. Quelques uns sont d'avis que les excès mêmes de la presse d'extrême gauche rendraient les communistes moins influents. Seulement, en dehors de Blum, très âgé, les socialistes manquent de chefs, il n'y a pas d'hommes, les hauts fonctionnaires que le parti a mis à disposition du régime en vigueur ont déçu, ont été médiocres.

Sévèrement battu aux élections municipales, le vieux parti radical fait un sérieux effort pour garder une place importante dans la vie politique française. Sa renaissance est possible, mais elle ne pourra être - semble-t-il - que partielle. Ce qui, en dehors d'un certain tempérament politique naturel aux Français, favorise cette renaissance, c'est que ce parti a un chef, le Président Herriot, qui est peut-être le seul parlementaire de l'ancien régime qui soit resté vraiment populaire en France. Il est en effet plus populaire que Blum, mais il semblerait avoir moins d'autorité. Le fait que sa candidature est celle de l'Angleterre, du temps où le parti conservateur était au pouvoir,

- 5 -

a été considéré comme un désavantage vers le plan intérieur en France. Maintenant, au contraire, cela pourrait redevenir un atout. Il semble qu'une ^{maître} des campagnes votera pour les radicaux socialistes qui sont à présent le parti de droite. Longtemps, aucun parti nouveau n'est sorti des mouvements de résistance. Deux groupes, l'un majoritaire, l'autre minoritaire, s'affrontaient. Les majoritaires voulaient éviter la fusion avec les communistes, les minoritaires, au contraire, la recherchent. Un homme qui est représentatif pour le groupe majoritaire est, par exemple, le Ministre Frenay, tandis que, pour le groupe minoritaire, l'on pourrait indiquer Astier de la Vigerie, avec son caractère ~~mettement~~ aventureux, ne craignant et n'évitant pas le crime politique. Ces derniers jours, enfin un parti est né de ce groupe dit de la résistance, le parti :

Union démocratique et socialiste de la résistance (U.D.S.R.)

formé de : M.L.N. (Mouvement de Libération Nationale)
 U.C.M. (Organisation Civile et Militaire)
 Libération-Nord
 Combat-Empire.

Ce nouveau parti reçoit l'appui des Socialistes pour l'action politique.

A noter que le mouvement de résistance "Libération-Nord" comprenait de nombreux syndicalistes et des membres de la Confédération Générale du Travail qui, de ce fait, adhèrent indirectement au socialisme, et s'écartent, par là-même, du communisme.

D'ici octobre, c'est-à-dire avant les élections, beaucoup de difficultés graves pourront se produire, soit dans le domaine économique et financier, soit dans celui de la politique extérieure.

II. Données économiques et financières.

Pour juger de la situation économique actuelle, il est inévitable de remonter le cours des années et alors on constatera que s'il y a eu en 1918 une paix politique, il n'y a jamais eu véritablement ni paix sociale, ni paix économique.

Dès après 1918, la France s'est laissée aller sous la promesse de M. Klotz : "L'Allemagne paiera". Les conséquences ont été les premières dévaluations qui nous ont amenés, en 1926, au franc Poincaré. Pendant 10 ans, le franc est resté stable et a pu être considéré pendant quelques années comme la première monnaie d'Europe. La crise américaine de 1929 a eu sa répercussion en France en 1930-1931 seulement. Le 6 février 1934 a provoqué des remous sociaux profonds et 1936 a marqué l'avènement du Front Populaire. Les nouvelles dévaluations qui se sont succédées jusqu'en 1939 nous laissent aujourd'hui un franc réduit à environ 7 o/o de sa valeur de 1914 et qui sera probablement ramené à 3 ou 2 o/o de cette même valeur prochainement, tandis que la livre sterling est aujourd'hui à 43 o/o de sa valeur de 1914. Ces dévaluations consécutives ont eu comme conséquence l'appauvrissement de tous les efforts épargnants : rentiers, obligataires, propriétaires d'immeubles, et une prolétarisation s'en est suivie. Les augmentations de salaires ont toujours été inférieures aux dévaluations ; le bien-être de la grande masse a donc diminué au lieu d'augmenter comme dans les autres pays. Naturellement, le budget familial s'est trouvé profondément transformé ; le loyer, qui était considéré comme une dépense importante, montant jusqu'à 15 o/o du budget, fut réduit à environ 6 o/o et les dépenses pour la nourriture, etc.. ont dû être augmentées. Mais, si dans beaucoup de pays, le standard de vie s'est exprimé par la création de salles de bain, chauffage central, frigidaires, la France n'a pas pu suivre cette tendance. Le domaine immobilier, une des plus grandes richesses de la France avant 1914, s'est sérieusement déprécié, ne pouvant pas être entretenu, et les

constructions nouvelles ont été faites uniquement pour les bâtiments officiels.

L'on peut donc constater que, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres pays, les guerres, en France, ont été payées par la grande masse. C'est peut-être une des raisons du ressentiment contre la classe possédante et dirigeante d'hier, qui n'a pas voulu jouer le rôle social qui lui était assigné. En effet, d'après les dernières investigations de la Production Industrielle, nous voyons aujourd'hui que l'outillage français est vieux de 25 ans, que les industriels se sont contentés de la dévaluation de leur passif et qu'ils ont négligé de ré-équiper leurs usines. N'oublions pas non plus que les cinq dernières années ont amené la production américaine du simple au double, malgré la mobilisation d'une énorme armée. Nous trouvons donc la France d'aujourd'hui industriellement dépassée, avec un standard de vie plus bas qu'ailleurs.

L'agriculture, qui occupe 45 o/o de la population française, a fait admirablement son devoir pendant la guerre. On lui a dit de faire du marché noir pour ne pas livrer aux Allemands. Elle a suivi ces directives. La France s'est à peu près nourrie, malgré les prélèvements des Allemands, mais maintenant, les résultats d'une exploitation sans engrais, sans tracteurs, presque sans chevaux se font sentir. La Belgique a fait son recensement des billets de banque très rapidement ; en France, on a hésité à cause des cultivateurs, mais la nécessité de faire le cadastre des fortunes l'a emporté en fin de compte et aujourd'hui, on harcèle les paysans en leur disant : "Produisez, travaillez !", mais par contre, on leur prend leurs billets, leurs produits et on ne peut leur donner ni engrais, ni machines agricoles, ni cheptel, ni habillement, d'où actuellement un très vif mécontentement dans cette classe.

Par suite du déplacement des fortunes, conséquences des dévaluations, M. Plevin a été dans l'obligation de procéder au recensement des fortunes car une grande partie des Français échappait à l'impôt direct. Naturelle-

ment, la classe possédante et les industriels sont mécontents; Ils constatent la carence dans la mise en train de l'industrie, ils voient monter les salaires, ils voient les machines s'arrêter faute de matières premières, de charbon et de coordination dans les différents services ; ils voient le nombre des fonctionnaires augmenter, des gens compétents quitter leur emploi sous l'inculpation de collaboration, un grand désordre dans l'administration et peu de volonté de mettre fin à tout ce chaos dans la direction générale. Le Gouvernement Provisoire a été choisi parmi les excités, des révolutionnaires qui avaient une idée assez juste des désordres du passé et de leurs revendications, mais qui, n'ayant aucune expérience administrative, sont dans l'impossibilité de faire un travail constructif.

Avant 1938, la France importait 50 millions de tonnes de marchandises, vivres, etc., importations tombées aujourd'hui à 20 o/o de ce que l'Amérique avait promis dès les premiers jours de la libération et à 60 o/o des importations d'avant-guerre. Elle sera obligée de vivre en économie fermée jusqu'au moment où, son outillage refait, ses villes reconstruites, elle pourra de nouveau affronter la concurrence sur le marché mondial. Mais pour cela, elle a besoin d'un Gouvernement stable et ferme. La France est encore un pays riche en devises, or, et peu endetté à l'étranger. Elle peut donc acheter son équipement et ce qui lui manque, sans craindre l'aliénation de son indépendance et l'Amérique et l'Angleterre - pour qui la crainte du chômage est une menace - seront contentes d'avoir la France comme cliente une fois la guerre du Pacifique terminée. Il ne faut pas oublier que la France a toujours été un débiteur scrupuleux et honnête ; son crédit est donc intact. Tout l'art du Gouvernement est de gagner du temps et d'éviter les difficultés à l'intérieur.

La France n'est plus un pays riche en réserves ; elles ont été dépensées pendant ces dernières guer-

res. Si elle veut vivre, elle doit choisir entre une organisation rationnelle ou la faillite ; elle doit de nouveau créer des richesses et on ne crée des richesses qu'en exportant. Elle doit donc, le plus rapidement possible, refaire son outillage, organiser son administration, ce que M. Plevin semble vouloir faire.

Dans l'idée de la majorité des Français, le désordre qui les a conduits à la débâcle est la conséquence des régimes d'avant-guerre et ils pensent qu'il est nécessaire de rompre avec le passé. La confiance dans le Maréchal en 1940 et l'enthousiasme avec lequel on a accueilli le Général de Gaulle en 1944 n'ont pas d'autre origine. Mais vers qui se tourner : les vedettes politiques d'avant-guerre ont fait faillite, le patronat a prouvé qu'il n'était pas à la hauteur de sa tâche et les militaires les plus éminents sont au banc des accusés. Le procès en cours contre le Maréchal Pétain, ce tribunal révolutionnaire, n'est qu'une occasion de débâler devant l'étranger toutes les faiblesses françaises. Les hommes nouveaux s'usent vite dans les pays qui, manifestement, manquent de tout et ne sont pas maintenus dans la discipline par une certaine crainte. Il est difficile pour la France déchristianisée depuis deux générations, de trouver une mystique ralliant la masse. L'incompréhension de la mentalité latine ^{de la mentalité} pour les Anglo-Saxons ne date pas d'aujourd'hui ; toute la politique pro-allemande d'avant-guerre ne peut s'expliquer autrement. Seule une certaine élite anglaise est sensible au génie français. La France doit rester pour le monde le trait d'union entre l'Est et l'Ouest. Sa mentalité est, en pratique, aussi hostile à la discipline bolchevique qu'au national-socialisme. Les Alliés devraient se rendre compte qu'une France bolchevisée leur enlèverait toute influence en Europe et menacerait tout le bassin de la Méditerranée et les pays limitrophes de la France. Ils devraient aider la France à sortir du marasme, même si la guerre du Pacifique devait durer quinze jours de plus.

- 10 -

Ce qui est vrai pour les Alliés l'est encore plus pour la Suisse. Le sort de la Suisse est lié à celui de la France, politiquement, socialement et économiquement. Actuellement, notre pays est entouré par l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie en faillite ; nos créances sur l'Allemagne doivent être amorties ; nous pourrions faire du troc avec ces pays, mais notre commerce extérieur baissera très sérieusement. Pour maintenir notre standard de vie, nous devons exporter 3 milliards de francs suisses de marchandises ; or, pendant la durée de la guerre du Pacifique et pendant assez longtemps encore après la fin de cette guerre, l'accès du marché extérieur nous restera relativement facile. Tout cela changera le jour où les Anglo-Saxons donneront à leur industrie la liberté du commerce avec l'étranger. D'après des conversations que j'ai eues avec des personnes bien informées, leurs prix de revient seront de 20 à 40 o/o meilleur marché que les nôtres. Sans doute, notre industrie est à la hauteur de sa tâche, nos bureaux de recherches, nos bureaux techniques sont de premier ordre.

La Suisse, malgré les entorses qui ont été faites par certains fonctionnaires et certains membres de la colonie à sa réputation traditionnelle d'honnêteté (marché noir des devises etc.), jouit encore d'une excellente renommée et a su se créer des amitiés pendant ces deux guerres. La reconnaissance pour son effort humanitaire est infiniment plus grande que la presse ne l'exprime, mais il ne faut pas oublier que chaque pays aime à exporter son chômage chez le voisin ; les Etats-Unis nous ont donné, avant-guerre, une idée de ce qu'ils sont capables de faire dans cet ordre de choses. Il nous faudrait de nombreuses années pour trouver à notre industrie de nouveaux marchés qui pourraient remplacer les défaillants et pendant ce temps, nos budgets ne s'équilibreront plus et notre standard de vie baissera. Nous savons

que les conjonctures déclinantes sont propices aux troubles sociaux et même si notre revenu national a quadruplé depuis 1913 et que nous nous trouvions encore dans une situation exceptionnelle en Europe, l'issue de certaines élections de ces derniers temps montre déjà que les mécontents trouvent des partisans.

Comme je l'ai dit plus haut, la France est la seule de nos voisines qui puisse nous fournir des matières premières, nous acheter nos marchandises, c'est-à-dire maintenir un commerce d'envergure, basé sur des besoins réciproques. Dès que l'agriculture aura de nouveau reçu des engrais et des machines, nous pourrons tirer de la France et de ses colonies tout ce que nous achetions avant la guerre. La France, de son côté, pourra acheter nos produits industriels. De plus, la France est créditrice chez nous de tous les avoirs français passés en fraude ; ~~ses capitaux sont en partie pour une partie en Suisse, pour deux parties à l'étranger.~~ Il n'y a pas de doute que la France ne peut tolérer à sa porte un pays qui permet à ses ressortissants de se dérober à leur devoir fiscal. En ce moment, tous les pays doivent penser à payer les dettes de guerre ; les impôts sont montés partout à la limite du possible. Chaque contribuable a donc intérêt à se refuser à faire son devoir et trouve naturellement des excuses très plausibles. En économie libérale, le contrôle est très difficile à établir, mais, en économie fermée, il est plus facile de suivre les capitaux. La Suisse a déjà été obligée de donner satisfaction aux Alliés pour les avoir allemands ; dès lors, il serait peut-être de bonne politique de ne pas être trop intransigeant sur ce point et de chercher plutôt à ce que ces capitaux soient utilisés par la France pour des commandes en Suisse en garantie des emprunts consentis avant la guerre. Les capitaux français ont rendu de grands services à la Suisse au moment de l'électrification de notre pays, mais aujourd'hui, en face des grands problèmes qui nous agitent, ils sont

de mineure importance. Nous ne devons pas oublier que nous avons rompu le contrat qui nous liait à nos clients français le 6 juin 1940 en bloquant tous les avoirs ; il semble que, maintenant, il serait de notre intérêt de nous laisser forcer la main pour rendre ces capitaux utiles pour les deux pays.

Il ne faut pas oublier non plus que l'Angleterre a déjà, en 1939 et 1940, mobilisé tous les avoirs de ses ressortissants à l'étranger et qu'elle a payé avec ces ressources la première partie, probablement décisive, de la guerre.

Le budget français de 1945 dépassera 250 milliards de francs. C'est beaucoup pour un pays qui ne travaille pas. Le problème financier n'a pas sensiblement changé par l'opération d'échange des billets. Il faudrait couper dans les dépenses, réduire les besoins dévorants de l'armée et surtout arrêter la marée montante du fonctionnarisme. La France plie sous le poids de quatre fois plus de fonctionnaires qu'en 1939 (plus de 60.000 personnes émargent au budget du seul Ministère des Prisonniers). Comment un pays à l'économie paralysée pourrait-il continuer longtemps un pareil gaspillage ? Des accidents monétaires paraissent certains. Le problème n'est d'ailleurs pas financier. Ce ne sont pas les impôts qui pourront le résoudre, car il est politique et économique.

III. Politique extérieure.

Dans ce domaine, le Gouvernement ne compte pas. Seul le Général de Gaulle décide et il n'a jamais caché au pays que le relèvement du prestige de la France était le premier but de sa politique. C'est là son idée fixe. Le grand traumatisme de sa nature fière et monomane proviendrait, nous dit-on, du fameux discours de *Smuts* par lequel il ~~lança~~ *(confirma)* l'abdication des puissances européennes. Mais dans l'exécution de son ambitieux programme, le Général a été desservi par ses ressentiments personnels à l'encontre des deux pays anglo-saxons ^x qui, dans l'hiver 42-43, retardèrent sa venue à Alger. En revanche, il reste fidèle au souvenir que, dès son arrivée à Alger, les Russes lui apportèrent leur appui et il est reconnaissant aux communistes d'avoir soutenu le Comité de Libération. Il n'oublie rien.

Le voyage à Moscou, l'alliance avec l'U.R.S.S. furent donc les premiers actes de sa politique extérieure. Il aurait été logique - le pays l'attendait et le souhaitait - que l'Alliance avec l'Angleterre suivit. Elle n'a pas encore suivi. D'où la déception d'une grande partie de l'opinion publique. Pas que les sympathies ^{communales} du Général aillent vers le Kremlin, mais des personnes bien informées disent que sa fidélité à l'U.R.S.S. irait très loin si des difficultés sérieuses surgissaient entre Londres et Moscou. *Il est prisonnier*

d'impassé.

Les événements de Syrie éclatèrent soudain. Trop brutalement, car le Gouvernement britannique commet une erreur psychologique vis-à-vis des Français en donnant un aussi fort coup de poing sur la table, erreur dont le Général, tout compte fait, tira profit. Les mêmes Français qui reprochaient au Général de n'avoir pas noué une solide alliance avec l'Angleterre, l'excusèrent parfois d'avoir répondu en termes vifs à l'ultimatum britannique. L'intérêt des deux pays commande que les oppositions de vues, même si elles sont très marquées, revêtent des formes moins susceptibles

x C'est un exigence un changement à la suite de son voyage au Etats Unis que l'on dit prochain, mais qui n'est pas fixé. La date n'est pas fixée, et le principe même n'est certain. Il y a un effet de l'opposition.

- 14 -

de donner des arguments à ceux qui sont hostiles à l'alliance anglaise.

Cette question capitale de l'alliance franco-anglaise est plus que jamais à l'ordre du jour. Elle est un grand reproche à la politique du Général de Gaulle car un nombre croissant de Français s'inquiètent de l'isolement de leur pays, de ses besoins dans le domaine économique, et de la progression si profonde de la Russie vers l'Ouest de l'Europe.

Ceci s'applique bien entendu également au resserrement de l'amitié entre la France et les Etats-Unis. La politique extérieure de la France est pour le moment déséquilibrée par l'alliance unilatérale avec la Russie qu'accroît la présence du parti communiste dans le Gouvernement français. Or, seule une entente avec les puissances anglo-saxonnes pourrait créer la base à une politique étrangère constructive ; cette entente serait d'un intérêt vital pour les petits pays restant encore sur le continent en dehors du système soviétique. Seule cette entente pourrait permettre à la France de ranimer son économie, de la moderniser, d'améliorer le ravitaillement et aussi de participer activement aux accords par lesquels les nations de l'Europe occidentale devront tôt ou tard constater et renforcer leurs intérêts communs.

L'opinion s'inquiète de la politique négative du Général, opposant tenace à l'alliance anglaise et ceci en désaccord avec son Ministre des Affaires Etrangères. Il y a cependant des observateurs qui admettent que l'attitude changera peut-être à la suite du changement d'équipe au Gouvernement du Royaume-Uni.

La menace qui pèse sur l'Afrique du Nord est particulièrement grave. Le Gouvernement a suivi sa politique habituelle qui est de ne pas dire l'entière vérité au pays. Dès lors, l'on se demande si depuis 1943, l'on n'a pas accumulé les erreurs, et l'on craint que l'on n'en comette

La presse oriente le public de façon presque aussi unilatérale que la presse soviétique orientait jadis le public Allemand. Dans certains moments l'on pourrait être en face les lignes (Gazette de Francfort)

de nouvelles. Les observateurs attentifs craignent également que ces fautes soient l'occasion de graves difficultés internationales et qu'une entente avec l'Angleterre et les Etats-Unis permettrait d'éviter.

D'une façon générale, l'on se trouve devant un fait nouveau qui change toutes les lois qui régissaient pendant des siècles le jeu de la politique européenne. L'on se trouve devant un absolu, devant une pseudo religion qui dispose de toutes les forces temporelles, psychologiques et matérielles d'une église au faite de son pouvoir. Il ne faut pas se le dissimuler par des faux-fuyants d'espérance, une force de désunion et de haine qui s'affirme hautement nationaliste et dont les directives et les ressources viennent d'une grande puissance, pourra affaiblir mortellement ce qui est le plus précieux dans un pays : ses traditions spirituelles, son sens de la liberté, sa cohésion et le sens des devoirs et de la vérité. La France, déjà si atone, pourra-t-elle réagir contre cette attaque ?

Taciturne.

L'attitude apparemment conciliante des communistes, dont témoigne non pas la presse, mais le modérantisme verbal de Maurice Thorez, demande à être interprétée. A vrai dire, elle répond à une tactique d'infiltration à travers tous les secteurs actifs du pays, ceux de la production comme ceux de l'organisation intérieure, ceux de l'éducation comme ceux de la pensée et des lettres. Quant aux milieux catholiques, où certains tiennent Maurice Thorez pour "le plus ferme soutien de la grandeur et de la rénovation française" (temps présent), la propagande soviétique les vise spécialement et les soigne.

La grande force du communisme, c'est la méthode, et par instants la patience. Si d'innombrables bourgeois, intellectuels, chrétiens des deux confessions, paraissent, tout comme chez nous, disposés à s'accommoder du communisme et, comme ils disent, à lâcher du lest, c'est

parce qu'ils n'ont pas compris les camouflages successifs d'opérations qui tendent à la prise du pouvoir.

Le point intéressant est celui-ci : Alors qu'au moment de la Libération, on a pu croire le parti sur le point de passer aux actes, il apparaît aujourd'hui qu'il se réserve pour une procédure plus subtile. Le parti communiste dissimule son instrument derrière la résistance.

Sous le couvert de la Résistance ou sous celui du C.N.R., de la C.G.T., du Front National, de l'U.F.F. (union des femmes françaises), les communistes montent à l'assaut des leviers de commande. L'épuration leur a permis de poursuivre méthodiquement deux buts précis : l'élimination des élites, la neutralisation de l'Etat. Tous les hommes dont l'autorité ou simplement l'indépendance gênaient leur action ont été, sous un vain prétexte, éliminés et disqualifiés.

Une grande partie du malaise intérieur procède des abus de l'épuration. Si l'opinion est unanime à réclamer le châtement des coupables, elle s'indigne de plus en plus de l'arbitraire des poursuites intentées contre une multitude de Français innocents. Mais ceux qui n'ont pas eu leur place dans les organisations de la Résistance - ce qui est le cas d'un grand nombre - n'osent dénoncer l'imposture puisque les revendications de la Résistance sont soi-disant marquées au coin d'un pur patriotisme. A la vérité, on ne sait jusqu'où peut aller l'épuration et quelle sera sous certaines conditions sa recrudescence. Le journal "L'Epoque" s'est lancé dans la bataille et s'est attaqué aux communistes, mais il est seul de son espèce. La presse parisienne, dans son ensemble, est domestiquée.

Les communistes mènent le jeu, en toute tranquillité, non seulement dans leurs organes, qui sont nombreux, mais encore à travers les feuilles comme "Action", "Franc-Tireur" et le fameux journal satyrique "Le Canard enchaîné". "Lettres françaises", "Temps présent" et aussi "Figaro" n'apportent qu'un soutien intermittent aux idées de stabilité. En effet, Brisson, le Directeur du "Figaro", s'interdit toute critique à l'égard des visées et des méthodes

* la propagande
de la résistance,
par des hauts,
reconnu mode
l'acceptation
du point N° I
de la prop.
de "l'ancien"
voir :
- chambre
musique
et de refuser
le point II
droit de veto

* * voir pg 14
annotation.

- 17 -

soviétiques, par crainte de paraître réactionnaire ou fasciste. "Le Monde" (comme l'on dit invariablement ici ^{depuis} pendant quinze jours : à la recherche du "Temps" perdu) est nettement russophile dans sa politique extérieure.

Propagandiste soviétique, Monsieur Guignebert, Chef de la Radiodiffusion, est la terreur des bourgeois timorés. La même vassalisation atteint l'Agence Française de Presse.

Bref, l'on assiste à l'investissement méthodique de l'Etat, investissement susceptible de durée, puisqu'il s'accompagne d'une transformation révolutionnaire dans la structure morale, sociale et politique du pays.

Les attaques de "L'Humanité" redoublent d'aigreur. "L'Humanité", quand elle rend compte des déclarations officielles, le fait avec une dédaigneuse indifférence. A certains signes, l'on pourrait croire que la phase insurrectionnelle s'approche. Cependant, la tactique, comme nous l'avons indiqué, nous semble obéir à d'autres directives. Toutefois, le parti laisse à dessein à sa gauche subsister, comme chez nous, des organisations dissidentes de caractère trotskiste. Sous le nom de "Parti communiste ouvrier", la IV^{ème} Internationale reparaît (voir résolution du Comité exécutif européen adoptée dans sa réunion de janvier 1945, Imprimeries réunies, Genève). Elle poursuit son activité, en rupture apparente avec le Comité Central du Parti communiste, mais en fait, soumise encore à son contrôle. Ses sections sont autant de foyers d'agitateurs clandestins que la Révolution tient en réserve. Maurice Thorez, dans son discours du 1er juillet, s'est élevé avec force contre les "prétendus maquis" reformés dans le pays (ceux de Planchez (Saône et Loire) et du Mont Saint-Vincent (Côte d'Or). A n'en pas douter, Thorez désire dégager sa responsabilité vis-à-vis des pillages, des assassinats commis par les communistes dans les premières semaines de la Libération et qui ont compromis le Parti. La réprobation que ces excès ont suscitée dans le pays ont amené les dirigeants à renverser la vapeur et à se ranger, en apparence, du côté des représentants de

l'ordre. Un autre motif confirme le parti communiste dans son attentisme : c'est son souci constant de ménager l'avenir et de profiter des meilleures chances. Il est inutile d'insister.

Au cours des débats de l'Assemblée sur la future Constitution, les communistes ont fait bloc autour du projet d'une Constituante unique. Si cette formule garde sur les militants tant d'empire, c'est qu'ils voient en elle un moyen de réaliser la grande espérance sans cesse reportée, l'expérience marxiste. Ils savent que le retour au passé les priverait, d'une façon peut-être irréparable, de la chance qui s'offre d'établir la dictature du prolétariat.

Que le Général de Gaulle ait perdu du terrain devant l'Assemblée, force est bien d'en convenir. On va même jusqu'à dire que sa succession est ouverte. Mais le parti communiste, qui ne laisse rien au hasard, appréciera, suivant son intérêt, s'il doit le soutenir ou rendre sa tâche impossible. Actuellement encore, une nouvelle alliance circonstancielle vient de se former entre le Gouvernement et le parti extrémiste, l'enjeu de cette alliance est le pouvoir. Par voie légale, d'après de fameux exemples, en invoquant les principes démocratiques, au besoin par l'appel au peuple, ils se proclameront souverains. Dans ce cas, le Général devient, provisoirement, un instrument de cette réussite.

x
60 Direction Tablier 1. 16
 Aujourd'hui, les perspectives du referendum, de la Constituante, laissent espérer aux partis qu'ils seront à même d'agir sur l'Assemblée comme les Clubs agissaient sur la Convention. Une nouvelle alliance, circonstancielle, dictée par l'opportunisme, donc sujette à revision, est en train de se forger entre les extrémistes et le Gouvernement provisoire, dont l'enjeu est toujours le pouvoir. Par la voie légale, en invoquant les principes démocratiques, au besoin

- 19 -

par l'appel au peuple, ils se proclameront souverains. Dans ce cas, "le Général" devient, provisoirement, un instrument de cette réussite.

Voudra-t-il, au contraire, barrer la route à l'entreprise révolutionnaire, *on* ameute le pays, on crie à la dictature et on met le Général de Gaulle en demeure de passer la main.

A qui ? - On a parlé du Général de Lattre qui a été relevé de son haut commandement. On sait son ambition, son goût de la politique active. De lui serait le mot : "un homme actif est un homme qui veut changer ce qui existe". Ce n'est pas un "Cincinnatus". Quelques uns me disent qu'un accord préalable, dûment négocié, lui garantirait, d'ores et déjà, le soutien du parti communiste. Le fait est que le Général de Lattre bénéficie auprès de certains membres du Comité Central d'une sympathie qui est refusée au Général de Gaulle. Mais cette opération et son résultat ne serviraient bien entendu que d'échelon vers le but final, la prise de pouvoir du parti communiste.

On pense, malgré soi, à l'*éviction* retentissante du Général Mikailovich qui fut, à son heure, un héros national. Il a suffi à son concurrent d'obtenir l'appui total de la Russie pour faire, en moins d'une année, du chef de l'Etat yougoslave, un dissident abandonné de tous et pourchassé dans les forêts.

Sans vouloir trop nous appuyer sur des comparaisons, la manoeuvre révolutionnaire qui s'est opérée en Yougoslavie, au cours de l'année 1944, peut toutefois nous servir d'enseignement.

C'est contre cet esprit d'aventure que réagissent le parti radical et le parti socialiste.

Nous avons insisté déjà sur l'attitude de M. Herriot et de M. Blum vis-à-vis du Gouvernement. La déférence marquée que les deux célèbres parlementaires, rescapés des camps allemands, ont témoigné au Général de Gaulle dès leur retour en France, s'arrête à sa personne. A des degrés divers, sa politique leur inspire de sérieuses réserves.

L'un et l'autre désapprouvent l'attitude du Général à l'égard des puissances anglo-saxonnes.

Le Chef du Gouvernement prétend à une politique de grandeur qui flatte cet amour propre français (que Baudelaire a si bien caractérisé dans une de ses diatribes contre Horace Vernot). Cette politique, nombreux sont les Français qui s'en féliciteraient s'ils n'avaient le sentiment que le Général néglige les réalités psychologiques et matérielles du pays. Les radicaux, gens d'expérience, estiment, au contraire, que, s'il était consulté, le pays souhaiterait une politique qui défende ses droits, mais évite les aventures et les rodomontades.

Ce n'est pas sans raison qu'une grande partie des radicaux et leurs nouveaux alliés, les modérés, s'inquiètent de voir la France entraînée vers Moscou. Si l'Angleterre, après la victoire travailliste, devait encore être tentée, pour mettre obstacle à l'influence croissante des Soviets, de prendre certains gages dans le bassin méditerranéen, on souhaiterait qu'elle le fît sans tirer avantage de la faiblesse momentanée de la France. Mais dans cette hypothèse, on peut s'attendre avec certitude à voir le parti communiste déclencher une campagne nationaliste dont le succès est assuré.

Si l'on en croit ~~Mr.~~ Mazet, secrétaire général du parti radical, M. Herriot serait rentré de l'Union soviétique confirmé dans ses sympathies russes, tandis que M. Daladier, quant à lui, aurait conservé sa position anti-communiste, celle qu'il avait à Munich. Le prestige de M. Herriot n'aurait pas réussi à rallier à son point de vue la majorité des radicaux, inquiets pour le pays de la surenchère communiste.

Divisés sur ce point, ils n'en sont pas moins unanimes à se prononcer en faveur de la Constitution de 1875, et même ceux qui, comme M. Bastid, préconisent des ajustements constitutionnels, dénoncent dans l'imbroglio de projet gouvernemental, un néo-jacobinisme, précurseur de la dictature.

- 21 -

Sans entrer dans le détail de ce projet, d'une exceptionnelle gravité du point de vue des institutions démocratiques, l'on peut signaler que les radicaux, et non les moindres, redoutent qu'après quelques mois de politique démagogique, de politique ~~de~~ jure, le pays ne s'effondre dans la guerre civile et dans l'anarchie. C'est alors que la nécessité d'un coup de force militaire pourrait s'imposer et les divers candidats à la dictature croiront leur heure venue. Le parti communiste, qui se réserve pour la circonstance, est en état d'alerte.

L'opinion que Charles de Gaulle semble se faire de son rôle historique donne à supposer qu'il a un goût marqué pour le pouvoir personnel par la voie du referendum. Ses ^{réelles} préférences, comme d'aucuns l'affirment, iraient-elles jusqu'à envisager une base constitutionnelle analogue à celle de 1851 ? ... Il se peut. Je sais seulement par une boutade de Monsieur Gaston Palewski, quel projet, à l'heure qu'il est, on caresse : "Une présidence à vie, pourquoi pas - mais pas encore héréditaire..."

Le rapport essaie de m

+

+ +

Ce rapport essaie de montrer le problème français actuel avant tout sous l'angle de la position du parti communiste et de son action. Cela confère à ces renseignements un aspect unilatéral. Il y aura beaucoup d'autres aspects, d'autres possibilités à indiquer par la suite. Pour aujourd'hui, je voudrais, pour conclure, laisser parler les faits sans esquisser cette fois des commentaires :

Les communistes étaient impopulaires. Ils avaient trahi en 1940 et tout le monde le savait. Mais, en se fondant dans la Résistance, en liant surtout les deux termes, Résistance et Révolution, ils sont devenus extrême-

- 22 -

ment puissants jusqu'à entraver l'action gouvernementale. Ils auront beau jeu, dans les mois à venir, de faire appel au patriotisme des Français pour s'opposer aux garanties que les puissances anglo-saxonnes pourraient un jour être amenées à prendre contre l'impérialisme russe. En Pologne, en Finlande, en Roumanie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Yougoslavie, comme en Grèce, les communistes se targuent de défendre les intérêts nationaux. En France, ils en useront de même.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse :

